



MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA COHESION SOCIALE
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS, DE LA SANTÉ ET DE LA FAMILLE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET
SOCIALES
DE LA VIENNE

Mise à jour : novembre 2005

SANTÉ-ENVIRONNEMENT

PROTECTION DES CAPTAGES

DESTINÉS À LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

<u>Commune(s) :</u>	Archigny
<u>Captage(s) :</u>	« <i>La Bouffonnerie</i> »
<u>Maître d'ouvrage :</u>	SIAEP d'ARCHIGNY

SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

Avis de l'Hydrogéologue agréé : Décembre 1996

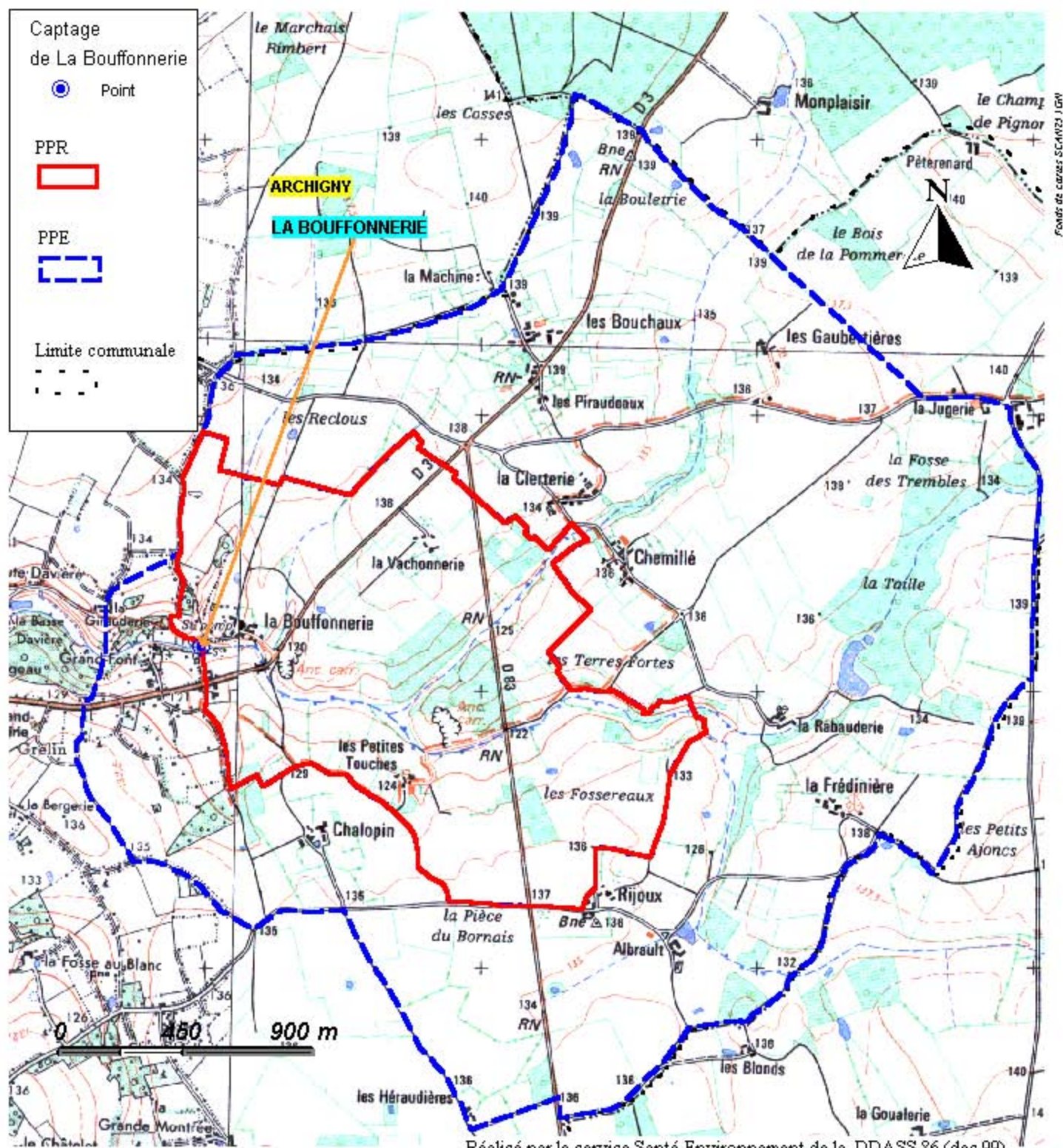
Arrêté de DUP : 13/08/1999

Inscription aux Hypothèques : Non

Pièces jointes à ce document :

- Cartographie des périmètres de protection
- Arrêté de DUP
- Analyse de l'eau brute
 - Analyse complète
 - Synthèse
- Avis hydrogéologique

Gestionnaire : SIVEER



Réalisé par le service Santé-Environnement de la DDASS 86 (dec 99)

PREFECTURE DE LA VIENNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

ARRETE N° 99/DDAF/SFEE/402

en date du 13 AOUT 1999

portant déclaration d'utilité publique de travaux projetés par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (S.I.A.E.P.) d'ARCHIGNY en vue de l'exploitation du captage de la source de "La Bouffonnerie", commune d'ARCHIGNY, dérivation des eaux souterraines, protection du captage et distribution des eaux.

**LE PREFET DE LA REGION POITOU-CHARENTES
PREFET DE LA VIENNE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le Code Rural dans sa partie ancienne notamment l'article 113 relatif à la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eau souterraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L20 et L20-1,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment l'article R 126-1,

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment les articles 8 et 10,

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi du 16 décembre 1964,

VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles, notamment les articles 4 et 5,

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau,

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi du 03 janvier 1992 précitée,

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 ,

VU l'arrêté du 24 mars 1998 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 4 et 5 du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 susvisé,

Vu l'arrêté préfectoral n° 75/DA/B2/285 en date du 14 octobre 1975 déterminant les communes du département de la Vienne dans lesquelles est interdite l'implantation des réservoirs enfouis renfermant des liquides inflammables de 1ère et 2ème catégories,

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement,

VU le Règlement Sanitaire Départemental,

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne (S.D.A.G.E.) adopté par le comité de bassin le 04 juillet 1996,

VU le dossier présenté par le pétitionnaire prenant en compte l'avis de la commission des captages du 19 décembre 1989,

VU la délibération du Comité du S.I.A.E.P. d'ARCHIGNY en date du 26 février 1996 demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines au lieu-dit "La Bouffonnerie" (commune d'ARCHIGNY) portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration des périmètres de protection de ce captage,

VU l'avis de réception délivré le 11 mai 1998 par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,

VU l'arrêté préfectoral n° 98-D2/B3-261 du 13 octobre 1998 portant ouverture sur la commune d'ARCHIGNY des enquêtes conjointes :

- * préalable à l'autorisation d'effectuer des travaux de dérivation des eaux souterraines du captage de « La Bouffonnerie » sis sur le territoire de la commune d'ARCHIGNY ;
- * préalable à la déclaration d'utilité publique des dits travaux en vue de la détermination de périmètres de protection et l'instauration de servitudes de protection du captage ;
- * parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes ;

VU le dossier et les résultats de l'enquête qui a eu lieu en application de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 1998,

VU l'avis du Commissaire Enquêteur,

VU l'arrêté préfectoral n° 99-D2/B3-078 en date du 18 mars 1999 fixant un délai supplémentaire pour statuer sur la demande d'autorisation,

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 03 juin 1999,

Considérant l'absence d'observation de Monsieur le Président du S.I.A.E.P. d'ARCHIGNY sur le projet d'arrêté.

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le S.I.A.E.P. d'ARCHIGNY consistant en :

- le captage de "La Bouffonnerie", commune d'ARCHIGNY,
- la création de périmètres de protection de ce captage et l'institution des servitudes afférentes,
- la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

SECTION I - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2

Le S.I.A.E.P. d'ARCHIGNY est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le captage réalisé sur le territoire de la commune d'ARCHIGNY, **et ce pour une durée de 30 ans.**

ARTICLE 3

Le volume à prélever par pompage par le syndicat ne pourra excéder **80 m³/h (soit 1920 m³/jour en pointe).**

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, la commune devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Préfet sur le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 4

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la commune à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 5

Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa séance du 26 février 1996, la commune devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

SECTION II - PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 6

Il est établi autour de l'ouvrage du captage trois périmètres de protection dans les limites indiquées par l'hydrogéologue agréé, et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux. La délimitation de ces périmètres est définie sur l'extrait de la carte IGN annexée au présent arrêté.

PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

6.1 - PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE (472 M2)

Il concerne les parcelles (en partie) 350, 351 et 352 de la section AP de la commune d'Archigny, ainsi qu'une partie du chemin rural de Marsugeault à la Bouffonnerie.

Le périmètre devra être acquis en pleine propriété par le syndicat. Il sera entièrement clos, fermé par un portail cadénassé et protégé contre les eaux extérieures. L'espace enclos devra être aplani et maintenu hors d'eau en toute saison.

Il sera interdit à toute circulation, toute activité, tous travaux, tous stockages ou dépôts qui ne sont pas nécessaires pour l'exploitation et l'entretien des installations de captage et de distribution. Son accès sera strictement réservé au personnel de visite, d'entretien et d'exploitation du point d'eau.

Il n'y sera fait aucun apport d'engrais, de produits phytosanitaires ou apparentés, la croissance de la végétation ne devant être limitée que par des moyens mécaniques.

Un fossé de drainage sera aménagé sur toute la périphérie du périmètre; le long de la clôture, afin d'amener les eaux de ruissellement vers l'aval.

6.2 - PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE

Il couvre une superficie de 168 ha environ.

Il comprendra :

Sur la commune d'ARCHIGNY :

Section AR

* Les Terres Fortes : parcelles n° 11 à 18.

arrêté préfectoral n° 99/DDAF/SFEE/402

Captage « La Bouffonnerie », commune d'Archigny.

- * Le Chêne de Bonnet Jaune : parcelles n° 19 à 38.
- * Les Petites Touches : parcelles n° 39 à 61.

Section BK

- * Les Pièces du Fond : parcelles n° 1 à 5, 127.
- * Rijou : parcelles n° 81 à 83, 107.

Section AL

- * Le Parc Devien : parcelles n° 53 à 55, 57, 58, 147 et 157.

Section AO

- * Le Vinot : parcelles n° 152 à 158.

Section AP

- * Le Parc : parcelles n° 5 à 17.
- * La Vigne à Fainéant : parcelles n° 18 à 25.
- * Le Poirier Large : parcelles n° 30 à 33, 379 à 387, 389, 391, 393, 394 et 458.
- * La Vigne de la Clerterie : parcelles n° 132 à 162, 367.
- * Les Prés de la Fontaine : parcelles n° 163 à 175.
- * Les Terres Fortes : parcelles n° 203 à 207, 209 à 218.
- * Le Brouillas : parcelles n° 219 à 223.
- * Les Tailles de Petite Touche : parcelles n° 224 à 235.
- * Les Prés de la Vachonnerie : parcelles n° 236 à 238.
- * Les Treis de la Vachonnerie : parcelles n° 239 à 244.
- * La Vachonnerie : parcelles n° 245 à 261, 449 et 450.
- * Les Groies : parcelles n° 263 à 279.
- * Les Petits Prés : parcelles n° 280 à 289.
- * Les Terres Blanches : parcelles n° 290 à 311, 368.
- * La Bouffonnerie : parcelles n° 312 à 324, 327, 329 à 345, 347 à 351, 365, 366, 370, 372, 373, 451 à 457, 461.
- * Les Treis de Grand Fond : parcelles n° 352 à 364.

Un tableau en annexe résume les activités réglementées et interdites dans ce périmètre.

La réglementation spécifique est détaillée ci-dessous en reprenant les numéros des rubriques du tableau de l'annexe 1.

1 - La création de forage ou de puits captant la nappe des calcaires lacustres est soumise à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé. Les points d'eau existants exploités devront faire l'objet de vérifications (protection de la tête vis à vis des infiltrations superficielles, cimentation supérieure) et les aménagements nécessaires seront réalisés dans un délai de 2 ans après la mise en place des périmètres de protection.

Tout puits ou forage abandonné devra être rebouché par cimentation (dans un délai de 2 ans après la mise en place des périmètres pour les forages existants).

4 - Le remblaiement des excavations autres que les gouffres naturels ne pourra s'effectuer qu'avec des matériaux physiquement et chimiquement inertes, non solubles et biologiquement non polluants.

Les anciennes carrières ouvertes dans les calcaires lacustres (la Bouffonnerie, les petites touches) devront être clôturées ou maintenues clôturées, avec un portail cadénassé et une signalétique interdisant l'accès au public. Il est nécessaire de vérifier la nature des remblais qui auraient pu y être déposés, par une enquête de terrain détaillée. Des prélèvements de sol pourront être nécessaires. Les déchets qui seront découverts devront être retirés et acheminés vers un centre de tri et de stockages agréé. Tout brûlage est interdit. En aucun cas, ces carrières ne pourront recevoir de déchets de quelque nature que ce soit, seuls les remblais inertes et non solubles y sont acceptés. Les lieux devront être maintenus propres et l'absence de déchets régulièrement contrôlée. L'activité de motocross dans la carrière de la Bouffonnerie est d'une manière générale déconseillée. Son maintien n'est envisageable que si celle-ci reste très limitée, épisodique non professionnelle (pas de compétition) , sans aucune autre activité périphérique ni intervention mécanique quelle qu'elle soit (pas de stockage d'huile ni de carburant, pas de vidange de moteurs, pas de remplissage de réservoirs, pas de démontage...) . Les pratiquants de cette activité devront être autorisés par le propriétaire de la carrière qui veillera tout particulièrement au respect de ces dispositions à chaque venue.

Les zones de perte naturelle (gouffres, dolines, pertes de ruisseau) ne devront en aucun cas servir d'exutoire aux eaux de drainage, eaux usées, ou à quelque rejet susceptible d'altérer la qualité des eaux. Il est préférable d'isoler dans la mesure du possible ces zones de tout écoulement superficiel naturel, en détournant les eaux de ruissellement et en appliquant des mesures de protection renforcée : accès réservé, épandage des produits fertilisants et de traitement des cultures interdit, comblement avec des matériaux inertes et non solubles et maintien d'un dôme argileux en surface.

Les mesures de protection spécifiques à appliquer à toute ouverture karstique qui serait découverte ultérieurement seront soumises à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

6 - Les éventuelles constructions devront être établies de plain-pied.

7 - Les ouvrages de transports d'eaux usées non traitées devront éviter autant que possible le périmètre de protection rapprochée. Si tel est le cas, ils devront être rigoureusement étanches et leur étanchéité régulièrement contrôlée.

C'est le cas de la canalisation d'eau usée provenant du hameau de la Bouffonnerie.

11 et 12 - Le stockage de toutes matières fermentescibles, fumier, produits fertilisants, phytosanitaires ou apparentés devra être strictement limité aux quantités annuelles nécessaires aux exploitations agricoles. Chaque installation sera disposée sur une aire étanche avec bac de récupération étanche dont la capacité sera au moins égale au volume des produits stockés , conformément à la réglementation en vigueur. Elle devra être distante d'au moins 35 m de tout point d'eau, fossé d'écoulement naturel ou ouverture karstique (même rebouchée).

13 - L'épandage et l'infiltration des eaux usées domestiques sont autorisées seulement pour l'assainissement individuel des habitations isolées et des écarts, hormis la Bouffonnerie. Les dispositifs d'assainissement devront être conformes à la réglementation en vigueur et soumis à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

Les projets d'assainissement du hameau de la Vachonnerie et des Petites Touches devront être impérativement mis en place dans les meilleurs délais. Ils seront ensuite régulièrement contrôlés.

Toute nouvelle habitation du hameau de la Bouffonnerie devra être raccordée au réseau collectif d'assainissement.

14 et 16 - Les épandages de produits fertilisants et de traitements des cultures devront être limités au strict besoin des plantes en se référant aux recommandations des organismes consulaires et professionnels, conformément au code des bonnes pratiques agricoles. Ils ne devront pas générer d'infiltration.

17 - L'établissements d'étables ou de stabulations libres ne pourra s'effectuer que sur aire étanche, couverte, avec récupération des effluents et séparation des eaux pluviales. Les dispositifs de stockage et de traitement feront l'objet de contrôle annuels. Ils devront être conformes aux prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental et distants d'au moins 35 m de tout point d'eau, fossé d'écoulement naturel, mais aussi de toute ouverture karstique (même rebouchée).

Les projets de mise à norme des bâtiments d'élevages des hameaux de la Vachonnerie et des Petites Touches devront être impérativement mis en place dans les meilleurs délais, conformément au programme proposé dans l'étude préalable de la SESAER.

Ils seront ensuite régulièrement contrôlés.

19 - Les abreuvoirs enterrés ou semi-enterrés destinés au bétail sont interdits. Seuls les abreuvoirs superficiels sont autorisés. Les abris devront être installés sur une aire bétonnée.

23 - La construction et la modification des nouvelles voies de communications ne devront pas s'effectuer par creusement naturel et passage en déblai.

Les activités des pacages des animaux (n° 18) et les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux (n° 9) sont soumises à la réglementation générale.

Les activités interdites sont détaillées ci-dessous en reprenant les numéros des rubriques au tableau de l'annexe 1 :

2 - L'ouverture et l'exploitation des carrières ou de graviers.

3 - L'ouverture d'excavations autres que celle nécessaire à la réalisation des travaux liés à la construction ou au passage de canalisations.

5 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, des produits radioactifs, ou de tous les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

Les petits dépôts de déchets sauvages rencontrés autour et à l'intérieur de l'ancienne carrière des Petites Touches devront être supprimés et acheminés vers des centres de tri et de stockage agréés.

8 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux.

10 - Les installations de stockage d'eaux usées industrielles ou de tous autres produits chimiques autres que ceux de la rubrique n° 9, 11 et 12.

15 - L'épandage de lisiers, de boues de stations d'épuration, de matières de vidanges, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire.

20 - Le déboisement..

21.- La création d'étang.

22.- Le camping même sauvage et le stationnement de caravanes.

D'une manière générale, toute autre création d'activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée est soumise à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

Les autorisations accordées au titre des diverses polices administratives (installations classées, carrières, police des eaux, code de la santé publique etc...) devront prescrire toutes mesures nécessaires pour sauvegarder la qualité actuelle et future de l'eau. Un avis géologique sera sollicité avant la délivrance des autorisations.

6.3 - Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel, des dérogations aux interdictions prévues aux articles précédents pourront être accordées par arrêté préfectoral, après avis de l'hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental d'Hygiène.

L'arrêté devra être dûment motivé, et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

6.4 - PÉRIMÈTRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉE

Surface : 15 km² environ.

Il s'étend sur la seule commune d'Archigny et couvre la zone d'alimentation proche supposée.

La réglementation générale s'appliquera sur ce périmètre, avec le souci de la protection de la ressource. Les différentes autorisations administratives devront se fonder sur un avis géologique et prescrire toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des eaux.

Les interdictions d'épandage à moins de 35 m des berges des cours d'eau (Règlement Sanitaire Départemental) s'appliqueront également aux orifices karstiques (avens, gouffres) visibles ou susceptibles d'être découverts. Ces orifices devront figurer sur les plans d'épandage avec l'interdiction d'épandage de 35 m.

ARTICLE 7 : Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté.

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté.

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumis à autorisation préfectorale, conformément à l'article 6.2 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au Préfet du département concerné, en précisant :

- La localisation et les caractéristiques de son projet, et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.
- Les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Le propriétaire aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique, éventuellement prescrite par l'Administration, sera faite par l'hydrogéologue officiel, aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois, à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités réglementées visées à l'article 6.2 pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 9

Le Président du syndicat est autorisé à acquérir, soit à l'amiable pour tous les périmètres, soit par voie d'expropriation, pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

ARTICLE 10 - SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 64.1245 du 16 décembre 1964, et les articles 22 à 30 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, etc...).

ARTICLE 11

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des hypothèques (délai maximal 2 mois), ainsi qu'à la formalité de la mise à jour du plan d'occupation des sols (délai maximal 3 mois).

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le Président du Syndicat est chargé d'effectuer ces formalités.

SECTION III - DISTRIBUTION DES EAUX

ARTICLE 12

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine, sous réserve de répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié.

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Les eaux distribuées devront notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution.

Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de cette direction.

SECTION IV - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 13

Le présent arrêté sera déposé dans la mairie d'Archigny, un extrait sera affiché en mairie pendant 1 mois minimum et sera consultable par les tiers.

Un procès verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et retourné à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (service Forêt, Eau et Environnement) - 20, rue de la Providence - BP 537 86020 POITIERS CEDEX.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.

ARTICLE 14

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, Madame le Sous-Préfet de Montmorillon, Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable d'ARCHIGNY, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement, Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, l'Ingénieur des Mines, l'Inspecteur des Installations Classées, Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POITIERS, le 13 AOUT 1999

Pour ampliation

Poitiers, le 23 AOUT 1999
L'Ingénieur en Chef
Directeur Départemental
de l'Agriculture

P.O. Le Technicien du G.R.

M. SAULE

Le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Vienne

Philippe PAOLANTONI

PERIMETRES DE PROTECTION
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché			Périmètre éloigné	
		Interdiction	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)
1	La création de forage captant la nappe des Calcaires lacustres autre que pour l'AEF		X			X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X				X
3	L'ouverture d'excavations autres que celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction ou au passage de canalisations	X				X
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X			X
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs ou de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				X
6	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X			X
7	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou traitées		X			X
8	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux, autres que ceux de la rubrique 7	X				X
9	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux			X		X
10	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux des rubriques 9, 11 et 12	X				X
11	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques, ou de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X			X
12	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail		X			X
13	L'épandage et l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique		X			X
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que ceux de la rubrique 15		X			X
15	L'épandage et l'infiltration de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire	X				X
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)		X			X
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres		X			X
18	Le pacage des animaux			X		X
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail		X			X
20	Le déboisement	X				X
21	La création d'étangs	X				X
22	Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes	X				X
23	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X			X

CONTROLE SANITAIRE des EAUX D'ALIMENTATION

ANALYSE au CAPTAGE, en RESSOURCE

Type : **RP**

LABORATOIRE	N° d'enregistrement : 2004/03691-1	N° de Rapport d'Essai RE-04/08591
Unité Gestion Exploitation :	SIAEP ARCHIGNY	
Installation :	CAP LA BOUFFONNERIE	
Commune :	ARCHIGNY	
Point de prélèvement :	EXHAURE LA BOUFFONNERIE	Source
Exploitant :	S.I.V.E.E.R.	
Date de prélèvement :	08/06/2004	Heure : 14:30
Préleveur :	Ludovic SALICIO	
Type d'eau :	B EAU BRUTE SOUTERRAINE	

Paramètres	Méthodes analytiques	Résultats	Unités	Valeurs références et limites de qualité
------------	----------------------	-----------	--------	--

Eaux distribuées (décret 2001-1220)

				Réf.	Limites
MESURES IN SITU					
Température de l'eau		13,2	°C	25	
pH in situ	NF T 90-008	7,25	unités pH	9	
PARAMETRES ORGANOLEPTIQUES					
Turbidité néphélométrique NFU	NF EN ISO 7027	0,2	N.F.U.	2	
PARAMETRES PHYSICO-CHIMIQUES					
Conductivité à 25°C	NF EN 27888	724	µS/cm		
Titre alcalimétrique (TA)	NF EN ISO 9963-1	0	°F		
Titre alcalimétrique complet (TAC)	NF EN ISO 9963-1	27,8	°F		
Titre hydrotimétrique : dureté (TH)	NF EN ISO 7980	31	°F		
Oxydabilité KMnO4 en milieu acide à chaud	NF EN ISO 8467	0,8	mg/l O2	5	
Silice	NF EN ISO 16264	18	mg/l SiO2		
Hydrogène Sulfuré (présence = 1, absence = 0)		0	qualitatif		
Calcium dissous (flamme) après filtr. 0,45 µm	NF EN ISO 7980	115	mg/l		
Magnésium dissous (flamme) après filtr. 0,45 µm	NF EN ISO 7980	6,1	mg/l		
Sodium dissous (flamme) après filtr. 0,45 µm	NF T 90-019	21	mg/l	200	
Potassium dissous (flamme) après filtr. 0,45 µm	NF T 90-019	1,9	mg/l		
Carbonates (CO3)	NF EN ISO 9963-1	0	mg/l		
Hydrogénocarbonates (HCO3)	NF EN ISO 9963-1	340	mg/l		
Chlorures (chromatographie ionique)	NF EN ISO 10304-1	37	mg/l	250	
Sulfates (chromatographie ionique)	NF EN ISO 10304-1	16	mg/l	250	

Paramètres	Méthodes analytiques	Résultats	Unités	Limites de qualité	
(Réf. Limites)					
PARAMETRES CONCERNANT LES SUBSTANCES INDESIRABLES					
Nitrates (en NO3) (chromatographie ionique)	NF EN ISO 10304-1	41	mg/l	0,1	50
Nitrites (en NO2) (chromatographie ionique)	NF EN ISO 10304-1	<0,05	mg/l		0,5
Ammonium (en NH4)	NF EN ISO 11732	0,08	mg/l		
Orthophosphates en PO4	Flux continu	0,05	mg/l		
Cuivre total (atomisation thermique)	FD T 90-112	<0,02	mg/l	1	2
Zinc total (atomisation thermique)	FD T 90-112	<0,01	mg/l		
Fer dissous (0,45 µm) (Atomisation thermique)	FD T 90-112	<30	µg/l	200	
Manganèse total (atomisation électrothermique)	FD T 90-119	9	µg/l	50	
Aluminium total (atomisation thermique)	NF EN ISO 12020	0,27	mg/l	0,2	
Fluorures	NF EN ISO 10304-1	210	µg/l		1500
Bore (spectrométrie)	XP T 90-041	<50	µg/l		1000
OLIGO-ELEMENTS ET MICROPOLLUANTS TOXIQUES					
Antimoine (atomisation électrothermique)	FD T 90-119	<5	µg/l		5
Arsenic (atomisation électrothermique)	FD T 90-119	<5	µg/l		10
Cadmium (atomisation électrothermique)	NF EN ISO 5961	<1	µg/l		5
Nickel (atomisation électrothermique)	FD T 90-119	<5	µg/l		20
Plomb (atomisation électrothermique)	FD T 90-119	<5	µg/l		25
Sélénium (atomisation électrothermique)	FD T 90-119	<5	µg/l		10
DIVERS MICROPOLLUANTS ORGANIQUES					
Hydrocarbures par infrarouge (indice CH2)	XP T 90-114	<10	µg/l		
PESTICIDES ORGANO-HALOGENES					
Aldrine *	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,03
Dieldrine	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,03	µg/l		0,03
Hexachlorobenzène *	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,01	µg/l		0,1
HCH Gamma (Lindane) *	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,03	µg/l		0,1
Trifluraline *	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,1
Endosulfan Alpha	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,05	µg/l		0,1
Endosulfan Béta	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,05	µg/l		0,1
Flurochloridone	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,1
PESTICIDES : TRIAZINES ET METABOLITES - ORGANOPHOSPHORES, AMIDES ET DIVERS					
Atrazine	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	0,03	µg/l		0,1
Atrazine Déséthyl	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	0,06	µg/l		0,1
Atrazine Déisopropyl (=simazine déséthyl) *	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,04	µg/l		0,1
Simazine	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,1
Cyanazine	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,1
Desmétryne	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,1
Terbutylazine déséthyl	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,1
Terbutryne	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,1
Terbuthylazine	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,1
Alachlore	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,1
Métolachlor	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,1
Chlorpyriphos éthyl	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,1
Diméthoate	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,1
Parathion	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,04	µg/l		0,1
Terbuphos *	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,03	µg/l		0,1
Oxadiazon	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,1
Oxadixyl	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,02	µg/l		0,1

Paramètres	Méthodes analytiques	Résultats	Unités	Limites de qualité	
(Réf. Limites)					
PESTICIDES : UREES SUBSTITUEES - CARBAMATES					
Diuron	NF EN ISO 11369 (L/S - HPLC/DAD)	<0,05	µg/l		0,1
Chlortoluron	NF EN ISO 11369 (L/S - HPLC/DAD)	<0,05	µg/l		0,1
Isoproturon	NF EN ISO 11369 (L/S - HPLC/DAD)	<0,05	µg/l		0,1
Linuron	NF EN ISO 11369 (L/S - HPLC/DAD)	<0,05	µg/l		0,1
Métabenzthiazuron	NF EN ISO 11369 (L/S - HPLC/DAD)	<0,05	µg/l		0,1
Metoxuron	NF EN ISO 11369 (L/S - HPLC/DAD)	<0,05	µg/l		0,1
Monolinuron	NF EN ISO 11369 (L/S - HPLC/DAD)	<0,1	µg/l		0,1
Monuron	NF EN ISO 11369 (L/S - HPLC/DAD)	<0,1	µg/l		0,1
Néburon	NF EN ISO 11369 (L/S - HPLC/DAD)	<0,05	µg/l		0,1
Carbendazime	NF EN ISO 11369 (L/S - HPLC/DAD)	<0,05	µg/l		0,1
Carbofuran	NF EN ISO 11369 (L/S - HPLC/DAD)	<0,1	µg/l		0,1
Méthomyl *	NF EN ISO 11369 (L/S - HPLC/DAD)	<0,1	µg/l		0,1
Carbetamide	NF EN ISO 11369 (L/S - HPLC/DAD)	<0,06	µg/l		0,1
PESTICIDES : ACIDES					
2,4-D total	Hydrolyse Ext. L/S Dériv. GC/MS	<0,1	µg/l en acide		0,1
2,4-MCPA total	Hydrolyse Ext. L/S Dériv. GC/MS	<0,1	µg/l en acide		0,1
2,4-MCPB total	Hydrolyse Ext. L/S Dériv. GC/MS	<0,1	µg/l en acide		0,1
Mécoprop total	Hydrolyse Ext. L/S Dériv. GC/MS	<0,1	µg/l en acide		0,1
PESTICIDES DIVERS ET TOTAUX					
Métaldéhyde *	Ext. L/L (CH2Cl2) Analyse GC/MS	<0,05	µg/l		0,1
Glyphosate *	Dérivation & anal. HPLC/Spectrof	<0,1	µg/l		0,1
AMPA *	Dérivation & anal. HPLC/Spectrof	<0,1	µg/l		0,1
Pesticides totaux		0,09	µg/l		0,5
ORGANO-HALOGENES VOLATILS					
Chloroforme	NF EN ISO 10301	<1	µg/l		100
Dichloromonobromométhane (CHBrCl2)	NF EN ISO 10301	<0,5	µg/l		
Monochlorodibromométhane (CHBr2Cl)	NF EN ISO 10301	<0,5	µg/l		
Bromoforme	NF EN ISO 10301	<1	µg/l		
Trihalométhanés totaux	NF EN ISO 10301	<3	µg/l		
Trichloroéthylène	NF EN ISO 10301	<0,5	µg/l	10	
Tétrachloroéthylène	NF EN ISO 10301	<0,5	µg/l	10	
1,1,1-Trichloroéthane	NF EN ISO 10301	<0,5	µg/l		
Tétrachlorure de carbone	NF EN ISO 10301	<0,2	µg/l		
PARAMETRES MICROBIOLOGIQUES					
Coliformes totaux	NF EN ISO 9308-1	13	n/100 ml	0	
Escherichia coli / 100ml	NF EN ISO 9308-1	0	n/100ml		0
Streptocoques fécaux	NF EN ISO 7899-2	3	n/100 ml		0

CONCLUSIONS

CARACTERISTIQUES DE CETTE EAU :
PRESENCE DE QUELQUES BACTERIES D'ORIGINE FECALE / 100 ml.
MINERALISATION TOTALE RELATIVEMENT ELEVEE : BICARBONATEE CALCIQUE
EAU A CARACTERE AGRESSIF A LA TEMPERATURE DU PRELVT (Voir annexes).
TENEUR EN ALUMINIUM SUPERIEURE A LA NORME (0,2 mg/l).
TRACES D'ATRAZINE.
TRACES DE DESETHYLATRAZINE.

Date du Procès-Verbal : 04/08/2004
L'Ingénieur responsable du Laboratoire,
Philippe NOMPEX

Visa Sanitaire de la DDASS :
L'Ingénieur d'Etudes Sanitaires,
JC PARNAUDEAU

CONTROLE SANITAIRE DES EAUX D'ALIMENTATION en RESSOURCE

(Bactériologie + physico-chimie + sélection pesticides)

15/11/2005

Collectivité : 0032 SIAEP ARCHIGNY

2930 hab

	B A C T E R I O L O G I E				P H Y S I C O - C H I M I E																	P E S T I C I D E S									
date __ Type analyse	Confo- bactério	Colif. Totx	Escher Coli	Strept. Fécaux	Confo- chim	T eau °C	PH	TURB (NFU)	Oxyd. KMnO4 mg/l	CL (mg/l)	SO4 (mg/l)	NA (mg/l)	TH (°F)	TAC (°F)	NHA (mg/l)	NO3 (µg/l)	FeT (µg/l)	Mn (µg/l)	ALT (µg/l)	F (µg/l)	Se (µg/l)	AS (µg/l)	Pestx (µg/l)	ATRZ (µg/l)	ADET (µg/l)	ADSP (µg/l)	DIU (µg/l)	CTOL (µg/l)	24D (µg/l)	GPST (µg/l)	AMPA (µg/l)
LIMITES de QUALITE des eaux brutes			20.000	10.000					10	200	250	200			4	50 ESU 100 ESU					10	100	5	2 µg/l par substance							

Coliformes
Totaux

Esche-
richia c.

Strepto-
Fécaux

Turbidité

Mat.Org

Chlo-
rures

Sulfates

Sodium

Dureté

Alca-
linité

Ammo-
nium

Nitrates

Fer
total

Manga-
nèse

Alum.
total

Fluor

Sélé-
nium

Arsenic

Pesticides
totaux

Atrazine

Déséthyl-
Atrazine

trazine-
Déisopro.

Diuron

Chlor-
toluron

Acide
24D

Glypho-
sates.

AMPA

Commune : ARCHIGNY

Captage : 000008

LA BOUFFONNERIE

Nappe aquifère : TERTIAIRE OLIGOCENE

profondeur(m) : 6

25/07/1990	RP	C			120	C	13,4	7,2	0,40	1,7	62	19	24	15,4	9,5	0,01	26	0	4	0,04	270												
04/03/1991	RP	C			1	C	10,5	7,3	1,20	0,9	35	24	22	27,2	23,6	0,01	38	40	5	0,01	210												
07/01/1992	RP	C			0	C	11,5	7,4	0,90	0,8	36	16	32	34,1	28,8	0,01	29,2	20	1	0,01	200												
16/03/1993	RP1	C	7		1	C	13	7,6	0,42	0,2	33	15	20	31	28,3	0	27,5	30	1	0,085	230												
25/04/1995	RP	C	200		12	C	12,7	7,6	1,15	0,5	32	15	20	30,8	27,4	0,01	28	30	10	0,01	200												
28/08/1996	RP	C	15		6	C	12,7	7,15	0,60	0,1	36	16	21	32,4	28,8	0,01	36,7	40	10	0,01	220												
17/04/1997	RP1	C	12		2	C	12,1	7,25	0,75	1,0	33	14	21	32	28,4	0,01	32,8	50	10	0,07	160	0											
04/02/2000	RP	C	0		0	C		7,25	6,20	1,7	32	17	19	29,3	25,2	0	32,7	250	5	0,14	200	0	0										
08/06/2004	RP	C	13	0	3	C	13,2	7,25	0,20	0,8	37	16	21	31	27,8	0,08	41		9	0,27	210	0	0	0,09	0,03	0,06	0	0	0	0	0	0	0

MOYENNES :					41	0	16		12,4	7,3	1,31	1	37	17	22	29	25	0	32	58	6	0	211	0,0	0	0,09	0,03	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
MINI :					0	0	0		10,5	7,2	0,20	0	32	14	19	15	10	0	26	0	1	0	160	0,0	0	0,09	0,03	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
MAXI :					200	0	120		13,4	7,6	6,20	2	62	24	32	34	29	0	41	250	10	0	270	0,0	0	0,09	0,03	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Nb de mesures :					9	6	1	9	9	8	9	9	9	9	9	9	9	9	9	8	9	9	9	3	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LA VIENNE - service SANTE-ENVIRONNEMENT

(E-Synthèse_ANA_CAP3)

Avenue de Northampton BP 562 86021 POITIERS Cedex

Tél : 05-49-44-83-71

Fax : 05-49-44-83-91

E-mail : dd86-sante-environnement@sante.gouv.fr

S.I.A.E.P. D'ARCHIGNY
(Vienne)

**PERIMETRES DE PROTECTION
DU CAPTAGE DE LA BOUFFONNERIE**

COMMUNE D'ARCHIGNY

AVIS HYDROGÉOLOGIQUE COMPLÉMENTAIRE

- . Tracé du périmètre de protection immédiate**
- . Dispositif d'assainissement du hameau de la Bouffonnerie**
- . Mise à jour des prescriptions définies à l'intérieur des périmètres**

par

C. F. MOREAU

*Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique
pour le département de la Vienne*

Décembre 1996

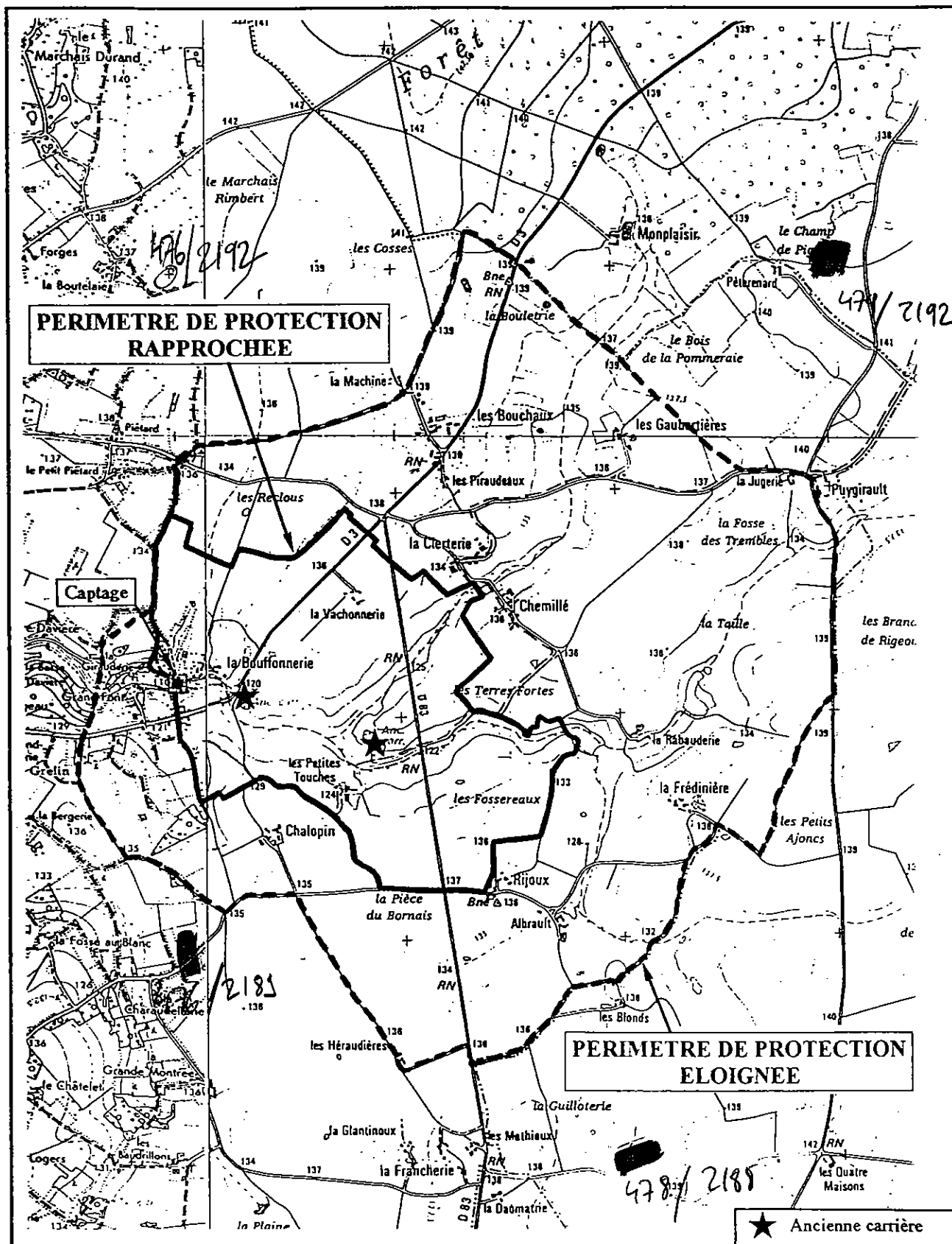


FIGURE 3 : DELIMITATION DES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNEE (extrait cartes IGN 1825 et 1826 est, 1925 et 1926 ouest à 1/25 000)

S.I.A.E.P. D'ARCHIGNY
(Vienne)

CAPTAGE DE LA BOUFFONNERIE
Commune d'Archigny

AVIS HYDROGEOLOGIQUE COMPLEMENTAIRE

- . *Tracé du périmètre de protection immédiate*
- . *Dispositif d'assainissement du hameau de la Bouffonnerie*
- . *Mise à jour des prescriptions définies à l'intérieur des périmètres de protection*

Le présent document est réalisé en complément de l'avis hydrogéologique sur la mise en place des périmètres de protection du captage de "La Bouffonnerie", commune d'ARCHIGNY (Vienne), établi par Mr J.M. JOUBERT en novembre 1989 (rapport BRGM 89 POC 98).

Il apporte des modifications au tracé du **périmètre de protection immédiate** (figure 1) sur la base d'un plan précis de géomètre dont l'existence faisait défaut en 1989.

Les tracés des autres périmètres définis par Mr J.M. JOUBERT restent inchangés (figures 2 et 3), la connaissance des écoulements souterrains dans l'environnement du captage et en particulier des circulations karstiques n'ayant pas évoluée de nature à les modifier.

En second lieu, il émet un avis sur le **dispositif d'assainissement du hameau de la Bouffonnerie** mis en place par le S.I.V.E.E.R. en novembre 1995, en particulier dans sa traversée du périmètre de protection rapprochée du captage.

Enfin il apporte des modifications au contenu des prescriptions définies à l'intérieur des périmètres, dont il constitue une **actualisation**.

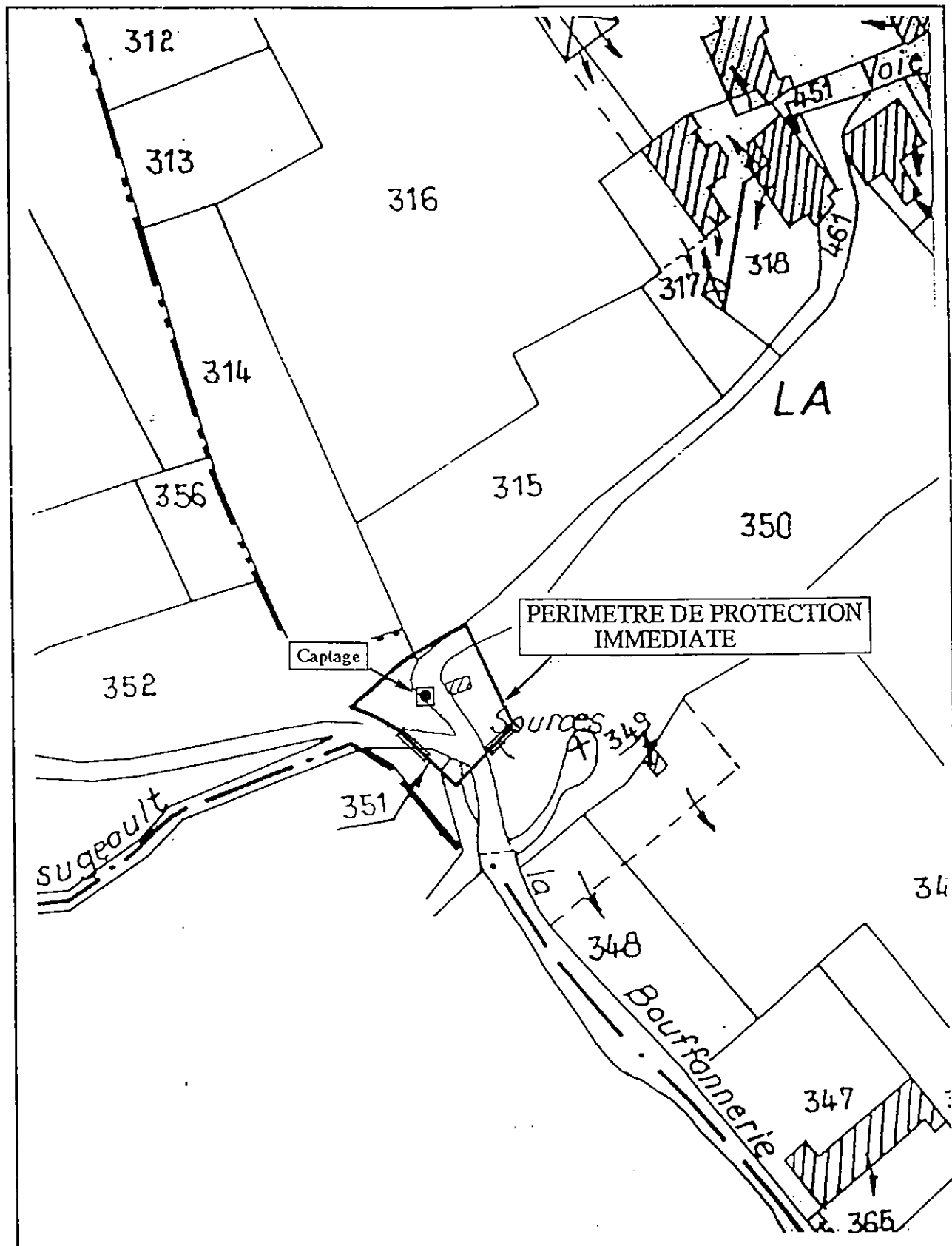


FIGURE 1 : DELIMITATION DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE
(d'après extrait cadastral commune d'ARCHIGNY à 1/1000)

Il ne peut cependant garantir la pérennité de la qualité de la ressource captée qui est soumise aux activités existantes et futures sur l'ensemble du bassin d'alimentation du captage. L'instauration des périmètres de protection et le respect des servitudes qui les accompagnent vont dans le sens du maintien qualitatif de la ressource.

Surfaces :

. Périmètre de protection rapprochée : 168 ha

. Périmètre de protection éloignée : 15 km²

Le présent avis hydrogéologique a été établi après consultation des documents suivants :

*- ETUDE GEOLOGIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE PRELIMINAIRE
DU CAPTAGE DE LA BOUFFONNERIE
(rapport BRGM 81 POC 34 - octobre 1981)*

*- EVALUATION DU DEBIT OPTIMUM DU CAPTAGE DE LA
BOUFFONNERIE ET ETUDE COMPLEMENTAIRE SUR SA
PROTECTION RAPPROCHEE
(rapport BRGM 89 POC 97 - novembre 1989)*

*- DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE
DE LA BOUFFONNERIE ET REGLEMENTATIONS
(rapport J.M. JOUBERT BRGM 89 POC 98 - novembre 1989)*

*- SCHEMA D'ASSAINISSEMENT POUR LES HABITATIONS SITUEES
DANS LE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE DU
CAPTAGE DE LA BOUFFONNERIE
(rapport SESAER n° 3260 - septembre 1993)*

*- ACTIVITES AGRICOLES (ELEVAGES) A L'INTERIEUR DU
PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE DU CAPTAGE DE LA
BOUFFONNERIE
(rapport SESAER n° 3260 - octobre 1993)*

*- NOTE DE SYNTHESE SUR LES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT DU
HAMEAU DE LA BOUFFONNERIE
(note S.I.V.E.E.R. - août 1996)*

1 - RAPPEL DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU CAPTAGE ET DE LA NAPPE CAPTEE

Le captage de la Bouffonnerie est implanté à l'est de la commune d'Archigny, à proximité de la RD3 reliant Bonneuil-Matours à Pleumartin (figure 3).

Il est formé d'un **puits** de 1,50 m de diamètre, profond de 5,60 m, installé sur un griffon des sources dites "de la Bouffonnerie", à 100 m en aval du village de la Bouffonnerie.

Les sources émergent au pied d'un escarpement de **Calcaires lacustres du TERTIAIRE** (cote 110m). Ces calcaires sont stratifiés, fortement fissurés et karstifiés comme en témoignent de nombreuses dolines au nord et à l'est du captage et des pertes observées dans le lit du ruisseau qui s'écoule en contrebas des sources (ruisseau de l'Ozon de Chenevelles).

La nappe captée est contenue dans les Calcaires lacustres et alimentée par les eaux météoriques. Elle est libre, de type fissuré karstique. Le karst favorise la circulation rapide des eaux sur des axes préférentiels, et rend le point d'eau très vulnérable vis à vis des contaminations par des activités humaines superficielles.

Sur le plan hydrochimique (cf bulletin d'août 1996 en annexe 1), l'eau prélevée est assez minéralisée, de type bicarbonaté-calcique, très dure, à teneur en nitrates encore moyenne (37 mg/l) mais en évolution croissante depuis 15 ans (13 mg/l en 1980, 26 mg/l en 1990). L'eau présente de fréquentes contaminations bactériologiques (de type fécal), nécessitant un traitement de désinfection. Les recherches d'éléments toxiques n'ont pas révélé d'anomalies.

La **protection naturelle** est faible voire inexistante dans les zones d'affleurement des calcaires. Elle est améliorée au dessus des cotes 130-135 m par la présence de limons de plateaux chargés de meulière recouvrant les formations calcaires jusqu'à 4 à 5 m d'épaisseur parfois.

Le **bassin d'alimentation** du captage est vaste et s'étend sur environ 15 km² vers le nord-est et le sud-est, incluant les hameaux de la Bouffonnerie, la Vachonnerie, Chemillé, la Clerterie, les Gaubertières, Puygirault, la Rabauderie, la Frédière, Rijoux, Chalopin, les Petites Touches, etc... Les relevés piézométriques effectués en 1977 et 1981 attestent de cette large zone d'alimentation dont les limites orientales ne sont pas connues avec précision mais s'étendent au delà de la commune d'Archigny (sur les communes de Pleumartin et de Saint-Pierre de Maillé).

Le bassin d'alimentation est occupé par des cultures de type polyculture élevage et grande culture céréalière. On relève de nombreuses prairies, et dans la partie amont (plateau limoneux) ainsi que sur les flancs de vallon, de nombreuses zones boisées. Les hameaux sont assainis avec des *dispositifs d'épuration de type autonome souvent rustiques* (sauf le hameau de la Bouffonnerie depuis 1996 - voir ci-après). Plusieurs *bâtiments d'élevage* sont présents dans le bassin d'alimentation, tous ne sont pas conformes au Règlement Sanitaire Départemental. On relève deux *anciennes carrières* de calcaire (la Bouffonnerie, les Petites Touches) en amont du captage (implantation figure 3), sans activité importante hormis un circuit de moto-cross épisodique dans la première et des remblais divers (pierres, terre, ferrailles,...) ne paraissant pas toxiques dans la seconde; les risques sont surtout d'ordre accidentel, en cas de déversement de produits polluants ou de dépôt de déchets toxiques; qui seraient déposés de manière sauvage compte tenu de la facilité d'accès.

2 - ZONE DESSERVIE ET DEBITS D'EXPLOITATION

Le captage de la Bouffonnerie renforce en été l'alimentation en eau potable du S.I.A.E.P. d'ARCHIGNY composé de 6 communes regroupant 2983 habitants (recensement 1990) :

- ARCHIGNY
- BELLEFONDS
- CHENEVELLES
- LA PUYE
- MONTHOIRON
- SAINTE-RADEGONDE

Il est exploité au débit de 55 m³/h.

Les caractéristiques hydrauliques et hydrodynamiques du puits et de la nappe ont été déterminées à partir des pompages d'essai d'avril et mai 1989 (période de moyennes eaux). Celles-ci se sont révélées importantes : le rabattement observé au bout de 24 h de pompage au débit de 75 m³/h n'a atteint que 17 cm.

Le débit maximal a été évalué en étiage à 110 m³/h (cf étude hydrogéologique).

Un débit de 100m³/h (en étiage) a été retenu au titre de la dérivation des eaux, dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique autorisant l'exploitation du captage (cf "Evaluation du débit optimum du captage de la Bouffonnerie" - rapport BRGM 89 POC 97)

3 - TRACE DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

A la suite d'une première visite des lieux, il était apparu impossible de délimiter le périmètre de protection immédiate du captage en raison du manque de repères sur le terrain. Les installations de captage elles-mêmes ne pouvaient pas être localisées avec précision sur l'extrait de plan cadastral communal disponible à 1/2000.

Un plan topographique précis fut établi à ma demande par Mr CHARDONNET, géomètre-expert à Châtellerault.

Le tracé du périmètre est désormais possible : il est reporté sur l'extrait cadastral à 1/1000 de la figure 1, et correspond aux parties de parcelles suivantes :

. Section AP :

- . partie des parcelles n° 350, 351 et 352
- . partie du chemin rural de Marsugeault à la Bouffonnerie.

Il couvre une surface d'environ 400 m².

Le périmètre devra être acquis en pleine propriété par le Syndicat. Il sera entièrement clos et fermé par un portail cadénassé. En raison de l'exiguïté des lieux, *il est recommandé de mettre en place un deuxième portail* pour faciliter la sortie des engins en cas de nécessité pour l'exploitation et l'entretien du point d'eau. (figure 1).

Il sera interdit à toute circulation, toute activité, tous travaux, tous stockages ou dépôts qui ne sont pas nécessaires pour l'exploitation et l'entretien des installations de captage et de distribution.

Son accès sera strictement réservé au personnel de visite, d'entretien et d'exploitation du point d'eau.

Il n'y sera fait aucun apport d'engrais, de produits phytosanitaires ou apparentés, la croissance de la végétation ne devant être limitée que par des moyens mécaniques.

Un fossé de drainage sera aménagé sur toute la périphérie du périmètre, le long de la clôture, afin d'amener les eaux de ruissellement vers l'aval.

4 - ASSAINISSEMENT DU HAMEAU DE LA BOUFFONNERIE

Dans son rapport de novembre 1989, J.M. JOUBERT soulignait les risques importants de contamination bactériologiques du captage par les rejets d'effluents domestiques en amont issus des dispositifs d'assainissement individuel du hameau de la Bouffonnerie.

Il recommandait la mise en place d'un assainissement collectif à implanter en aval du point d'eau.

Le S.I.V.E.E.R. fut chargé par la commune d'ARCHIGNY de la maîtrise d'oeuvre des travaux d'assainissement du hameau de la Bouffonnerie.

Conformément aux conclusions de l'étude préalable réalisée (SESAER - septembre 1993) et aux recommandations de l'hydrogéologue agréé, la filière retenue fut **l'assainissement autonome regroupé avec unité de traitement en dehors du périmètre de protection rapproché.**

Le dispositif comprend (annexe 2) :

- une collecte gravitaire des effluents en canalisation PVC (à joints automatiques et à raccordements sur regards par pièces étanches), avec traversée du ruisseau par canalisation étanche souterraine en contrebas du captage. Le réseau ne longe pas le ruisseau sur sa rive droite face au captage.

- une unité de traitement dimensionnée pour 30 équivalents-habitants, composée d'une fosse toutes eaux de 10 m³, d'une bache de reprise refoulant l'effluent vers un filtre

à sable vertical drainé (2 bassins de 45 m² en fonctionnement alterné), puis d'un fossé d'évacuation à l'air libre long de 22 m suivi d'un busage rejoignant le ruisseau à 65 m en aval du point d'eau. La lame d'eau filtrée est de 4 cm/jour. Un canal de mesure du débit est installé en aval des filtres à sable.

La traversée aérienne du ruisseau n'a pas été choisie en raison de la faiblesse du pont en aval et des risques d'endommagement de la conduite par les crues hivernales du ruisseau. *Cela nécessitera une vérification périodique (une fois par an) de l'étanchéité de la canalisation.* Un premier test réalisé en décembre 1995 s'est révélé satisfaisant (annexe 3).

La bande de terrain comprise entre le périmètre de protection immédiate et le ruisseau est large de près de 10 m. Elle permettra l'accès aux engins nécessaires à l'entretien et aux contrôles de la partie basse du réseau.

Concernant l'unité de traitement proprement dite, sa mise en place en aval du captage et en dehors du périmètre de protection rapprochée est conforme aux recommandations initiales. Le filtre à sable est drainé et la lame d'eau filtrée est conforme aux recommandations techniques pour ce type de dispositif.

Il importera de relever les volumes évacués chaque mois au moins et d'établir un bilan chaque année. Ce bilan sera transmis à l'autorité sanitaire qui vérifiera sa cohérence. En cas d'anomalie (volumes anormalement faibles évacués), une étanchéité en fond de filtres par géomembrane pourra s'avérer nécessaire. Le fossé à ciel ouvert sera aussi contrôlé dans le même but.

Le rejet de l'effluent épuré dans le ruisseau en aval du captage est nettement préférable à un rejet au droit des filtres à sable. La distance de 65 m proposée doit permettre d'éviter tout retour au puits de pompage, dans les conditions actuelles d'exploitation et compte tenu de la configuration hydrogéologique du site.

La qualité de l'effluent après traitement a fait l'objet d'un contrôle en novembre 1996 (annexe 3). Les résultats sont satisfaisants pour ce type d'installation, sauf pour la qualité bactériologique qui devrait être améliorée. Il sera nécessaire de réaliser des contrôles périodiques (tous les 3 mois) de la qualité du rejet après traitement.

Comme pour les contrôles de débit, ces résultats seront transmis chaque année à l'autorité sanitaire qui vérifiera leur conformité et ajustera si nécessaire, avec l'exploitant, le fonctionnement du dispositif. En cas de mauvais résultats persistants, la filière de traitement devra être renforcée.

Il importe donc de s'assurer du bon fonctionnement du système de traitement, qui devra être durable. Cela nécessitera un entretien régulier et soigné ainsi que des contrôles fréquents. Dans ces conditions, la qualité de l'eau prélevée au captage ne devrait plus être affectée par les rejets domestiques du hameau de la Bouffonnerie.

5 - PRESCRIPTIONS A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNEE

5.1 - Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre s'étend sur la seule commune d'ARCHIGNY, au nord-est, à l'est et au sud-est du puits de captage, sans modification du tracé défini initialement (figures 2 et 3).

La liste des parcelles situées à l'intérieur de ce périmètre est présentée en annexe 3.

L'ensemble des prescriptions à respecter à l'intérieur sont répertoriées dans le tableau récapitulatif ci-après.

Les précisions relatives aux interdictions et aux réglementations figurent ci-dessous suivant les rubriques numérotées du tableau ci-après.

a) activités interdites

- n° 2 :** l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières
- n° 3 :** l'ouverture d'excavations autres que celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction ou au passage de canalisations
- n° 5 :** l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux
- Les petits dépôts de déchets sauvages rencontrés autour et à l'intérieur de l'ancienne carrière des Petites Touches devront être supprimés et acheminés vers des centres de tri et de stockage agréés.*
- n° 8 :** l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux
- n° 10 :** les installations de stockage d'eaux usées industrielles ou de tous autres produits chimiques autres que ceux des rubriques n° 9, 11 et 12
- n° 15 :** l'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire
- n° 20 :** le déboisement

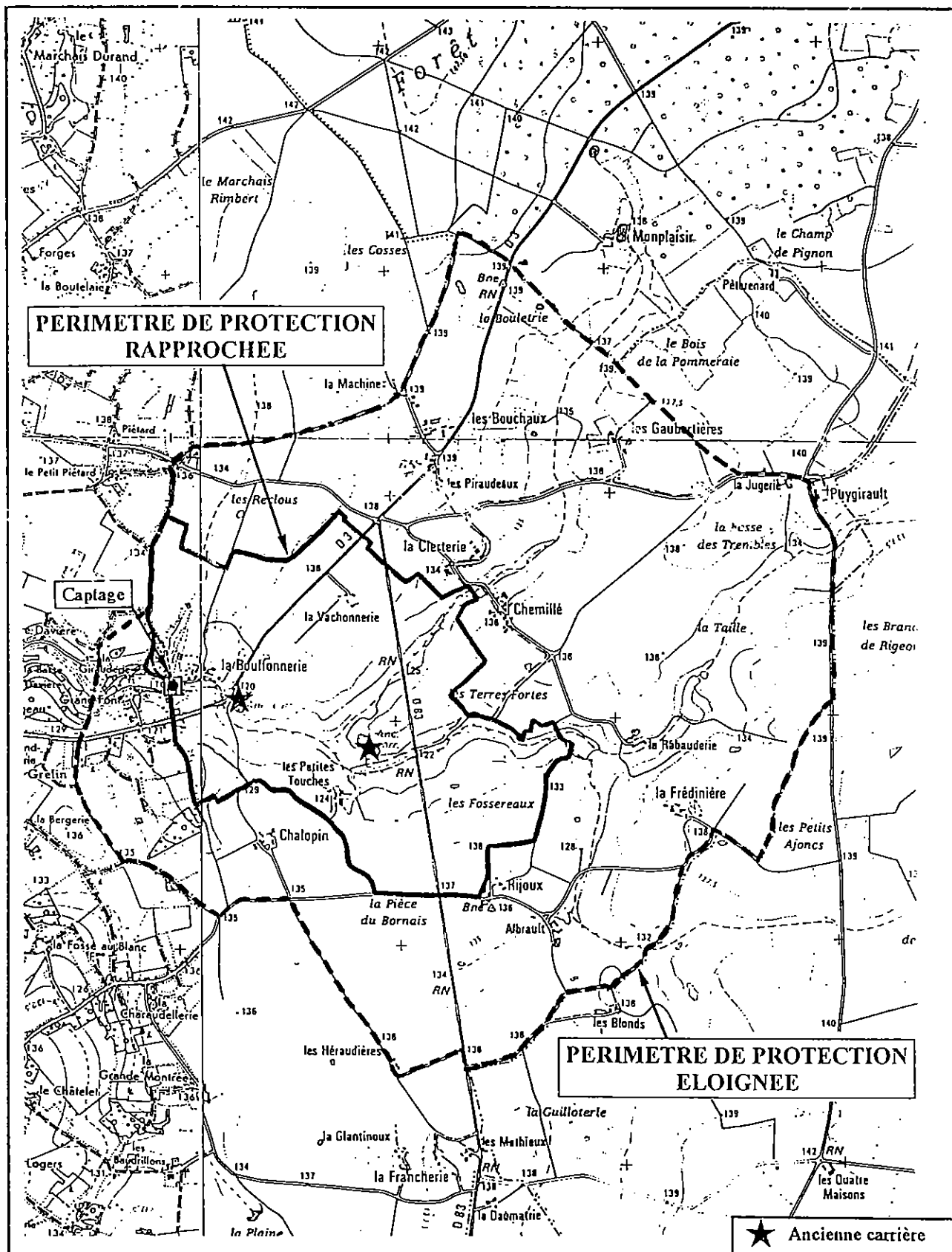
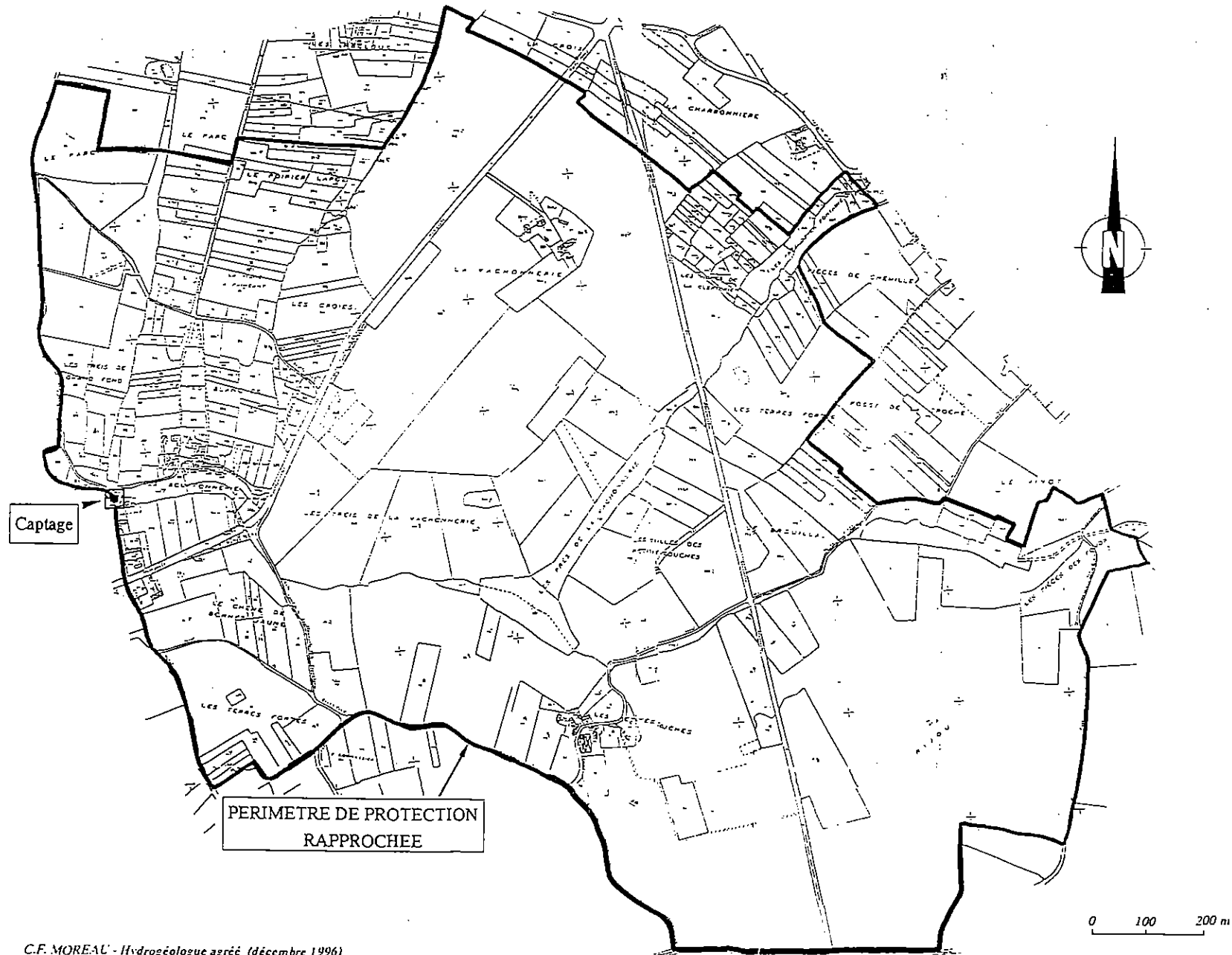


FIGURE 3 : DELIMITATION DES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNEE (extrait cartes IGN 1825 et 1826 est, 1925 et 1926 ouest à 1/25 000)

FIGURE 2 : DELIMITATION DU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE
(d'après extrait cadastral commune d'ARCHIGNY)



- n° 21 : la création d'étangs
- n° 22 : le camping, même sauvage, et le stationnement de caravanes.

b) activités réglementées

- n° 1 : la création de forage ou de puits captant la nappe des Calcaires lacustres est soumise à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé. Les points d'eau existants exploités devront faire l'objet de vérifications (protection de la tête vis à vis des infiltrations superficielles, cimentation supérieure) et les aménagements nécessaires seront réalisés dans un délai de 2 ans après la mise en place des périmètres de protection.

Tout puits ou forage abandonné devra être rebouché par cimentation (dans un délai de 2 ans après la mise en place des périmètres pour les forages existants).

- n° 4 : le remblaiement des excavations autres que les gouffres naturels ne pourra s'effectuer qu'avec des matériaux inertes et non solubles.

Les anciennes carrières ouvertes dans les Calcaires lacustres (la Bouffonnerie, les Petites Touches) devront être clôturées ou maintenues clôturées, avec un portail cadenassé et une signalétique interdisant l'accès au public. Il est nécessaire de vérifier la nature des remblais qui auraient pu y être déposés, par une enquête de terrain détaillée. Des prélèvements de sol pourront être nécessaires. Les déchets qui seraient découverts devront être retirés et acheminés vers des centres de tri et de stockage agréés. Tout brûlage est interdit. En aucun cas, ces carrières ne pourront recevoir de déchets de quelque nature que ce soit, seuls des remblais inertes et non solubles y sont acceptés. Les lieux devront être maintenus propres et l'absence de déchets régulièrement contrôlée. L'activité de moto-cross dans la carrière de la Bouffonnerie est d'une manière générale déconseillée. Son maintien n'est envisageable que si celle-ci reste très limitée, épisodique, non professionnelle (pas de compétition), sans aucune autre activité périphérique ni intervention mécanique quelle qu'elle soit (pas de stockage d'huile ni de carburant, pas de vidange de moteurs, pas de remplissage de réservoirs, pas de démontage,...). Les pratiquants de cette activité devront être autorisés par le propriétaire de la carrière qui veillera tout particulièrement au respect de ces dispositions à chaque venue.

Les zones de perte naturelle (gouffres, dolines, pertes de ruisseau,...) ne devront en aucun cas servir d'exutoire aux eaux de drainage, eaux usées, ou à quelque rejet susceptible d'altérer la qualité des eaux. Il est préférable d'isoler dans la mesure du possible ces zones de tout écoulement superficiel naturel, en détournant les eaux de ruissellement et en y appliquant des mesures de protection renforcée : accès réservé, épandage de produits fertilisants et de traitement des cultures interdit, comblement

avec des matériaux inertes et non solubles et maintien d'un dôme argileux en surface.

Les mesures de protection spécifique à appliquer à toute ouverture karstique qui serait découverte ultérieurement seront soumises à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

n° 6 : les éventuelles constructions devront être établies de plain-pied

n° 7 : les ouvrages de transport d'eaux usées non traitées devront éviter autant que possible le périmètre de protection rapprochée. Si tel est le cas, ils devront être rigoureusement étanches et leur étanchéité régulièrement contrôlée.

C'est le cas de la canalisation d'eau usée provenant du hameau de la Bouffonnerie (voir chapitre 4 du présent avis)

n° 11 et 12 : le stockage de toutes matières fermentiscibles, fumier, produits fertilisants, phytosanitaires ou apparentés devra être strictement limité aux quantités annuelles nécessaires aux exploitations agricoles. Chaque installation sera disposée sur une aire étanche avec bac de récupération étanche dont la capacité sera au moins égale au volume des produits stockés, conformément à la réglementation en vigueur. Elle devra être distante d'au moins 35 m de tout point d'eau, fossé d'écoulement naturel ou ouverture karstique (même rebouchée).

n° 13 : l'épandage et l'infiltration des eaux usées domestiques sont autorisées seulement pour l'assainissement individuel des habitations isolées et des écarts, hormis la Bouffonnerie. Les dispositifs d'assainissement devront être conformes à la réglementation en vigueur et soumis à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

Les projets d'assainissement des hameaux de la Vachonnerie et des Petites Touches devront être impérativement mis en place dans les meilleurs délais. Ils seront ensuite régulièrement contrôlés.

Toute nouvelle habitation du hameau de la Bouffonnerie devra être raccordée au réseau collectif d'assainissement (cf chapitre 4 ci-dessus).

n° 14 et 16 : les épandages de produits fertilisants et de traitement des cultures devront être limités au strict besoin des plantes en se référant aux recommandations des organismes consulaires et professionnels, conformément au code de bonnes pratiques agricoles. Ils ne devront pas générer d'infiltration.

- n° 17 :** l'établissement d'étables ou de stabulations libres ne pourra s'effectuer que sur aire étanche, couverte, avec récupération des effluents et séparation des eaux pluviales. Les dispositifs de stockage et de traitement feront l'objet de contrôles annuels. Ils devront être conformes aux prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental et distants d'au moins 35 m de tout point d'eau, fossé d'écoulement naturel mais aussi de toute ouverture karstique (même rebouchée).

Les projets de mise aux normes des bâtiments d'élevage des hameaux de la Vachonnerie et des Petites Touches devront être impérativement mis en place dans les meilleurs délais, conformément au programme proposé dans l'étude préalable de la SESAER. Ils seront ensuite régulièrement contrôlés.

- n° 19 :** les abreuvoirs enterrés ou semi-enterrés destinés au bétail sont interdits. Seuls les abreuvoirs superficiels sont autorisés.
Les abris devront être installés sur une aire bétonnée.

- n° 23 :** la construction et la modification de nouvelles voies de communications ne devront pas s'effectuer par creusement du terrain naturel et passage en déblai.

Les activités de pacage des animaux (n° 18) et les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux (n° 9) sont soumises à la réglementation générale.

D'une manière générale, toute autre création d'activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée est soumise à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

5.2- Périmètre de protection éloignée

Il est limité comme indiqué sur la figure 3.

Il s'étend sur la seule commune d'ARCHIGNY.

Il couvre la zone d'alimentation proche supposée.

L'ensemble des activités répertoriées dans le tableau récapitulatif ci-après sont soumises à la réglementation générale. Elles devront faire l'objet de contrôles de conformité vis-à-vis des réglementations en vigueur et en particulier du Règlement Sanitaire Départemental.

C'est le cas en particulier pour la création de forages, l'installation d'établissements classés, l'ouverture de carrières, l'épandage de lisiers, le stockage de produits fertilisants et de traitement des cultures.

Les forages exploités devront faire l'objet de vérifications (protection de la tête, cimentation supérieure) et les aménagements nécessaires devront être réalisés dans un délai de 3 ans. Tout forage abandonné devra être rebouché par cimentation (dans un délai de 3 ans après la mise en place des périmètres de protection pour les forages existants).

Les puits ne devront pas constituer des points de pollution ponctuels. Ils devront être entretenus et maintenus en permanence fermés par des plaques cadenassées. En aucun cas, ils ne seront utilisés pour recevoir des eaux de drainage, des eaux usées ou de quelque autre nature que ce soit. Les puisards sont interdits (réglementation générale).

On veillera tout particulièrement à l'application stricte des recommandations des organismes consulaires et professionnels pour les pratiques d'épandage des produits fertilisants et

de traitement des cultures (quantités, périodes d'épandage, nature des produits employés). Il sera judicieux de mener une action d'information, de conseil et d'assistance auprès des agriculteurs, en insistant sur les risques de contamination des eaux souterraines et sur la toxicité de certains produits utilisés.

Fait à Nouaillé-Maupertuis, le 21 décembre 1996



C.F. MOREAU

**Hydrogéologue agréé
en matière d'hygiène publique
pour le département de la Vienne**

ANNEXE 1

BULLETIN D'ANALYSE D'EAU du Captage de la Bouffonnerie

(28/08/1996)

A N A L Y S E E N R E S S O U R C E
 AU POINT DE PUISAGE AVANT TRAITEMENT
 E A U X S O U T E R R A I N E S
 TYPE R P (C 3 + B 1 + C4b)

Prélèvement réalisé par la

- DDASS de la VIENNE

39, rue de Beaulieu BP 562 86021 POITIERS CEDEX Tél : 49-44-83-50

N° de prélèvement : 961833	Code : 086009C2A
Unité de Distribution : ARCHIGNY /Fon de l'Etang	
Point de captage : LA BOUFFONNERIE	
Commune : ARCHIGNY	
Gestion : S.I.V.E.E.R.	
Date de prélèvement : 28/08/96	
Préleveur : L. SAINTILLAN	
Eau (B,T,S) : B (B)RUTE, (T)RAITEE, (S)ANS DESINF.	
LABORATOIRE	
N° d'Enregistrement : RP.134	PROCES-VERBAL N° : 96/02466

ANALYSE PHYSICO-CHIMIQUE COMPLETE : C3

* Paramètres organoleptiques :

PARAMETRES	Résultats	Unités	Décret du 3/01/89 modifié	
			Réf.	Limites
Couleur	2	mg/l (Pt/Co)		≤ 15
Odeur	NEANT	dilution		absence
Saveur		2/12° - 3/25°C		absence
Turbidité	0,60	NTU		≤ 2

* Paramètres physico-chimiques et indésirables :

Température	12,7	°C		≤ 25
pH	7,15	unité pH		6,5 ≤ pH ≤ 9
Conductivité (20°C)	652	µS/cm	400	
Titre alcalimétrique	0,0	°F (TA)		
Titre alcal.complet	28,8	°F (TAC)		
Titre Hydrotimétrique	32,4	°F (TH)		
Oxydab. KMnO4(acide)	< 0,1	mg/l d'O2		≤ 5
Oxygène dissous	5,0	mg/l d'O2		
Hydrogène sulfuré	NON			non détec.
Silice	19,0	mg/l SiO2	10	
Résidus secs (à 180°C)	440,0	mg/l		≤ 1500
Phosphore total	< 0,5	mg/l P2O5		≤ 5
Cuivre	< 0,02	mg/l (Cu)		≤ 1
Zinc	0,030	mg/l (Zn)		≤ 5

Composition ionique :

Cations	mg/l	Norme mg/l	Anions	mg/l	Norme mg/l
Calcium (Ca++)	120,00	-	Carbonates (CO3--)		
Magnésium (Mg++)	5,90	≤50	Hydrogéo. (HCO3-)	351,0	
Ammonium (NH4+)	0,01	≤0,5	Chlorures (Cl-)	35,6	≤200
Sodium (Na+)	21,0	≤150	Sulfates (SO4--)	15,8	≤250
Potassium (K+)	2,7	≤12	Nitrites (NO2-)	< 0,05	≤0,1
Fer total (Fe)	0,04	≤0,2	Nitrates (NO3-)	36,7	≤50
Manganèse tot(Mn)	< 0,010	≤0,05	Phosphates (PO4---)	< 0,05	
Aluminium tot(Al)	< 0,05	≤0,2	Fluorures (F-)	0,22	≤1,5

* Etude de l'agressivité (essai au marbre) :

PARAMETRES	avant	après
p H	7,15	7,55
Titre alcalimétrique complet (TAC) °F	28,8	29,3
Titre hydrotimétrique (TH) °F	32,4	34,0

ANALYSE BACTERIOLOGIQUE REDUITE : B1

PARAMETRES	Résultats	Unités	Décret du 3/01/89 modifié	
			Réf.	Limites
Coliformes totaux	15	/100 ml		0
Colif. thermotolérants	10	/100 ml		0
Streptocoques fécaux	6	/100 ml		0

ANALYSE PHYSICO-CHIMIQUE PARTICULIERE : C4b

Cadmium	< 1	µg/l (Cd)		≤ 5
Plomb	< 5	µg/l (Pb)		≤ 50
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (H.P.A.) :				
*pour les 6 substances	< 0,02	µg/l		≤ 0,2
.Fluoranthène				
.Benzo (3,4) fluoranthène				
.Benzo (11,12) "				
.Benzo (3,4) pyrène				
.Benzo (1,12) pérylène				
.Indéno (1,2,3-cd) pyrène				
*Benzo (3,4) pyrène	< 0,0025	µg/l		≤ 0,01

CONCLUSIONS :

CARACTERISTIQUES DE CETTE EAU AVANT TRAITEMENT :

TRES FAIBLE COLORATION.

pH PROCHE DE LA NEUTRALITE.

MINERALISAT. TOT RELATIVEMENT ELEVEE : BICARBONATEE CALCIQUE

DURETE TOTALE ELEVEE.

TRES FAIBLE TENEUR EN MATIERES OXYDABLES.

FAIBLES TRACES DE FER TOTAL.

ABSENCE DE MANGANESE TOTAL.

TENEUR MODEREE EN NITRATES.

ABSENCE DE METAUX LOURDS (Cd, Pb) ET DE H.P.A.

PRESENCE DE BACTERIES D'ORIGINE FECALE.

Date du Procès-Verbal : 25/09/96
L'Ingénieur Responsable
du Laboratoire,

Philippe NOMPEX

Visa Sanitaire de la DDASS :
L'Ingénieur d'Etudes Sanitaires,

JC PARNAUDEAU

ANNEXE 2

**. Note de synthèse sur les travaux d'assainissement
du hameau de la Bouffonnerie réalisés en octobre et
novembre 1995**

**. Procès-verbal de l'essai d'étanchéité de la
canalisation d'eaux usées**

(S.I.V.E.E.R - 12/08/1996)



S.I.A.R.P. d'ARCHIGNY

ASSAINISSEMENT DE LA BOUFFONNERIE

- o o o -

Faisant suite à la décision du Syndicat de protéger la source captée de la Bouffonnerie et à l'avis favorable délivré par les autorités sanitaires, les travaux d'assainissement du hameau de la Bouffonnerie ont eu lieu du 2 octobre 1995 au 30 novembre 1995, et ont été réceptionnés le 14 mars 1996.

1 - Réseau :

Malgré des circonstances météorologiques favorables pendant le chantier, la nature du terrain, la topographie et le régime du ruisseau ont posé différentes difficultés.

Les problèmes ont été résolus sur le chantier en modifiant le plan initial du réseau, comme le montre le plan de recollement joint :

- branchement B4 sur R8 ;
- raccordement direct de B5 sur R2 ;
- traversée du ruisseau de R1 bis à R1, par canalisation étanche souterraine. En effet, la structure du pont et le régime du ruisseau, sujet à des crues hivernales importantes, n'ont pas permis la traversée aérienne souhaitée ;
- le trop plein de la source a été busé de façon à permettre l'accès des camions hydrocureurs et l'entretien du tronçon R 1 bis à R 4.
- un test d'étanchéité a été réalisé sur l'ensemble du réseau (copie du procès-verbal ci-jointe).

2 - Unité de traitement :

Cette unité a été dimensionnée pour 30 EH, capacité qui pourrait être atteinte en cas de réhabilitation de toutes les habitations non utilisées aujourd'hui.

.../...

- . Fosse toutes eaux de 10 m^3 ;
- . poste de relèvement équipé de 2 pompes fonctionnant alternativement ou en relai l'un de l'autre ;
- . filtre à sable vertical drainé, constitué de 2 bassins filtrants alimentés en alternance par périodes de 2 à 4 semaines. La superficie de ces 2 bassins, de 45 m^2 chacun, représente 3 m^2 par E.H. nominal, soit une charge hydraulique journalière de 40 l/j/m^2 environ (lame d'eau de 4 cm/j). Ce surdimensionnement ⁽¹⁾ a été souhaité pour améliorer la protection du point d'eau.

22

- . évacuation par un fossé de 12 m de long à l'air libre, puis par un buisage rejoignant le cours d'eau à 65 m en aval de la source captée.

⁽¹⁾ les recommandations techniques des Agences de l'Eau indiquent 5 à 10 cm/j .

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

S.I.A.E.P. D' ARCHIGNY

Assainissement du Hameau de la Bouffonnerie

Procès-verbal d'essai d'étanchéité de canalisation des eaux usées

Date de l'essai : les 11 et 14 Décembre 1995

Nous soussignés :

S.I.V.E.E.R. : Mme LUSCHEVICI

Entreprise : BONNEFOY-PALMIER. M. PALMIER

avons procédé à l'essai d'étanchéité de la canalisation d'eaux usées de la Bouffonnerie suivant les prescriptions du cahier des clauses techniques particulières :

Longueur totale : 495 m
Diamètre : 200 mm
Type : P.V.C.

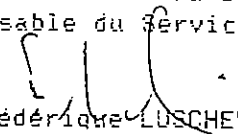
Temps d'impregnation préalable : 48 heures
Durée de l'épreuve : 30 minutes

Observation :

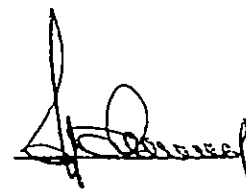
Essai satisfaisant.

En foi de quoi a été dressé le présent procès-verbal.

P/ le Président du SIVEER empêché,
Le Responsable du Service Assainissement


Frédérique LUSCHEVICI

L'Entreprise BONNEFOY-PALMIER SA



ANNEXE 3

ASSAINISSEMENT DU HAMEAU DE LA BOUFFONNERIE

BULLETIN D'ANALYSE D'EAU USEE TRAITEE en sortie du filtre à sable

(05/11/1996)

DIRECTION DES AFFAIRES
SANITAIRES ET SOCIALES

POITIERS, le 27 novembre 1996

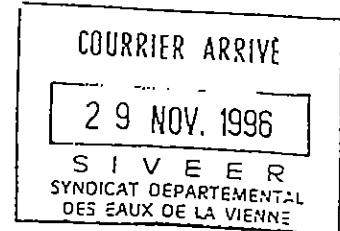
☎ : 562
39 rue de Beaulieu
86021 POITIERS CEDEX

☎ : 05.49 44 83 50
☎ : 05.49 44 83 89

Monsieur le Maire
86210 ARCHIGNY

SERVICE SANTE ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par M. Gérard GUERY



REF : n° 1898/GG/JD

Monsieur le Maire,

Afin de protéger le milieu récepteur situé dans un périmètre de protection d'un captage d'eau potable, le village de la Bouffonnerie sur la commune d'Archigny a été assaini par fosse toutes eaux et filtre à sable (capacité 30 équivalents habitants).

Après plusieurs mois de fonctionnement, une analyse a été réalisée en sortie du filtre à sable le 5 novembre dernier.

Les résultats analytiques sont satisfaisants pour ce type d'installation avec un bon abattement de la pollution carbonée, une nitrification de la pollution azotée et une réduction sensible des germes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur,
L'Ingénieur d'études,

G. Guéry

PJ : 1 analyse
Copie pour information : DDAF
SIVEER

ARCHIGNY – LA BOUFFONNERIE

Rejet des filtres à sable

05/11/1996

DBO5	21 mg/l
DCO	104 mg/l
MES	8 mg/l
NH4 (N)	5,3 mg/l
NO2 (N)	4,6 mg/l
NO3 (N)	47,1 mg/l
NK	7,3 mg/l
NGL	59 mg/l
P total	14 mg/l
PH	7,50
C	1393 μ s
Coliformes totaux / 100 ml	3.10^5
Coliformes thermotolérants / 100 ml	2.10^6
Streptocoques fécaux / 100 ml	500

ANNEXE 4

LISTE DES PARCELLES SITUEES A L'INTERIEUR DU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

**PARCELLES SITUEES A L'INTERIEUR DU PERIMETRE DE
PROTECTION RAPPROCHEE DU CAPTAGE DE LA BOUFFONNERIE
Commune d'ARCHIGNY (Vienne)**

Section AR :

- . Les Terres Fortes : parcelles n° 11 à 18
- . Le Chêne de Bonnet Jaune : parcelles n° 19 à 38
- . Les Petites Touches : parcelles n° 39 à 61

Section BK :

- . Les Pièces du Fond : parcelles n° 1 à 5, 127
- . Rijou : parcelles n° 81 à 83, 107

Section AL :

- . Le Parc Devien : parcelles n° 53 à 55, 57, 58, 147, 157

Section AO :

- . Le Vinot : parcelles n° 152 à 158

Section AP :

- . Le Parc : parcelles n° 5 à 17
- . La Vigne à Fainéant : parcelles n° 18 à 25
- . Le Poirier Large : parcelles n° 30 à 33, 379 à 387, 389, 391, 393, 394, 458
- . Les Vignes de la Clerterie : parcelles n° 132 à 162, 367
- . Les Prés de la Fontaine : parcelles n° 163 à 175
- . Les Terres Fortes : parcelles n° 203 à 207, 209 à 218
- . Le Brouillas : parcelles n° 219 à 223
- . Les Tailles de Petite Touche : parcelles n° 224 à 235
- . Les Prés de la Vachonnerie : parcelles n° 236 à 238
- . Les Treis de la Vachonnerie : parcelles n° 239 à 244
- . La Vachonnerie : parcelles n° 245 à 261, 449, 450
- . Les Groies : parcelles n° 263 à 279
- . Les Petits Prés : parcelles n° 280 à 289
- . Les Terres Blanches : parcelles n° 290 à 311, 368
- . La Bouffonnerie : parcelles n° 312 à 324, 327, 329 à 345, 347 à 351, 365, 366, 370, 372, 373, 451 à 457, 461
- . Les Treis de Grand Fond : parcelles n° 352 à 364

PERIMETRES DE PROTECTION
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché			Périmètre éloigné	
		Interdiction	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)
1	La création de forage captant la nappe des Calcaires lacustres autre que pour l'AEP		X			X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X				X
3	L'ouverture d'excavations autres que celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction ou au passage de canalisations	X				X
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X			X
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs ou de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				X
6	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X			X
7	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées		X			X
8	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux, autres que ceux de la rubrique 7	X				X
9	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux			X		X
10	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux des rubriques 9, 11 et 12	X				X
11	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques, ou de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X			X
12	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail		X			X
13	L'épandage et l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique		X			X
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que ceux de la rubrique 15		X			X
15	L'épandage et l'infiltration de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire	X				X
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)		X			X
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres		X			X
18	Le pacage des animaux			X		X
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail		X			X
20	Le déboisement	X				X
21	La création d'étangs	X				X
22	Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes	X				X
23	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X			X